



NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Atelier

Flux de capitaux et viabilité du compte courant dans les économies africaines

Organisé par la Division de la politique économique et sociale

21 – 22 septembre 2005
Accra (Ghana)

Cas du Burkina Faso

Par
Antoine-Marie SIE TIOYE
Directeur de la prévision et des analyses macroéconomiques

Résumé

La présente étude présente la situation du compte courant du Burkina Faso à la lumière des développements en matière de critères de soutenabilité ou viabilité de déficit du compte courant. Le choix du régime de change, la politique d'endettement et la politique d'attractivité des flux des capitaux sont également analysés.

En effet, le déficit de compte courant est un reflet de la force de développement dans la mesure où il traduit une entrée de capitaux qui financent des investissements productifs. Par ailleurs, il peut représenter un déséquilibre potentiellement insoutenable entre épargne nationale, investissement et accumulation de dette extérieure.

La structure des comptes extérieurs du pays dont les exportations portent sur quelques produits primaires et qui importe des équipements et des biens intermédiaires, rend le déficit structurellement déficitaire.

La balance des paiements a été soumise à d'importantes pressions durant la période 1995-2004 suite à la flambée du cours du pétrole et du dollar, à la persistance de conditions climatiques difficiles et à la mise en place du tarif extérieur commun.

La balance commerciale est donc demeurée déficitaire. Cependant, du fait d'une évolution plus favorable des exportations (13,1% en moyenne entre 2000 et 2004) que celle des importations (5,9% en moyenne), le déficit commercial s'est nettement atténué passant de 12,1% du PIB en 2000 à 8,4% en 2004. L'analyse de l'évolution des exportations montre que le Burkina Faso est un pays peu ouvert et bénéficie peu de ses atouts compétitifs. En effet, les exportations sont passées de 10,3% du PIB en 1995 à 8,9% en 2004.

Le déficit courant (hors dons) même s'il s'est atténué sur la période 2000-2004, passant de 15,2% du PIB à 11,7%, il reste supérieur à la norme communautaire de 5%. Le surplus de la balance des paiements s'élève à 0,2% du PIB courant en 2003 et 0,4% en 2004 du fait de l'importance des capitaux non monétaires.

On note ainsi, contrairement à d'autres pays de la zone UEMOA, que l'économie burkinabè n'a pas su tirer avantage des gains de compétitivité-prix consécutifs à la dévaluation de 1994. A titre de comparaison, le taux d'exportation, pour le Mali, est passé de 16% en 1998 à 24% en 2003. Ce qui pose du même coup la problématique de recherche de véritables sources de croissance et de diversification des exportations.

Par ailleurs, malgré la nette amélioration de l'environnement macroéconomique et les très bonnes conditions dont bénéficient les investissements directs étrangers dans le pays (en terme de sécurité juridique des investissements et des possibilités de rapatriement des dividendes et du capital) suite aux différentes réformes engagées, le niveau des investissements directs étrangers reste faible. La faiblesse des IDE pourrait être le signe révélateur d'un manque de confiance à long terme des investisseurs étrangers dans le pays.

L'importance des transferts nets tant privés (notamment ceux provenant des travailleurs burkinabè immigrés, toutefois en baisse constante) que publics (aides internationale) a permis de limiter le déficit du compte courant, qui reste toutefois structurellement déficitaire. L'accroissement du niveau des transferts officiels consentis au Burkina Faso a permis de compenser la baisse des transferts bruts des travailleurs burkinabè et d'améliorer le solde de la balance des comptes courants qui est passé de 12,4% du PIB en 2000 à 8% du PIB en 2004.

L'agrégat macroéconomique qui revêt un caractère préoccupant est le ratio de la valeur actuelle de la dette sur les recettes d'exportations. Ceci, au regard de la contrainte réelle que représente la hausse des taux d'intérêt internationaux, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar et la baisse des cours internationaux du coton. En effet, en dépit de l'allègement de la dette, le niveau de la dette extérieure appréhendé à travers ce ratio demeure non soutenable. Le ratio de la valeur actualisée nette de la dette rapporté aux exportations est estimé pour l'année 2004 à environ 225,9 contre un objectif de 193% et les projections montrent que le déclin attendu en 2017 ne sera probablement pas réalisé en dehors de tout autre allègement de la dette, car le ratio à cette date sera de l'ordre de 231,6%. Pour faire face à cette situation, la stratégie du gouvernement ne peut être que de contracter des financements uniquement sous forme de dons, de contracter et de garantir des prêts ne comportant qu'un élément de don supérieur à 35%.

De même, la seule condition pour que le déficit de la balance courante ne soit problématique, c'est qu'elle soit sources de croissance économique et s'accompagne d'un apport plus important du secteur privé en terme d'investissement. Car toute démarche contraire ne pourrait que conduire à un endettement plus important, à une insuffisance des excédents qui ne peuvent que conduire à terme à une révision de la politique de change, voire à la dévaluation.

Table des matieres

Introduction	4
1. Aperçu general	5
2. Les comptes extérieurs du Burkina Faso : une forte composante structurelle des déficits courants	7
3. Régime de change et soutenabilité du compte courant	9
4. Flux de capitaux et viabilité du compte courant	10
5. La dette publique et la soutenabilité du compte courant	12
6. L'environnement institution et la soutenabilité du compte courant.....	13
7. Conclusion et recommandations	14
8. Bibliographie	16

Introduction

Le déficit de la balance commerciale du Burkina Faso reste structurellement déficitaire et élevé, 9,8% du PIB en moyenne entre 1995 et 2004 du fait de sa forte dépendance d'une base économique très étroite dominée par les exportations de coton et les produits de l'élevage. En effet, entre 1995 et 2004, les recettes d'exportation se sont accrues de 10%, grâce aux ventes de coton en hausse de 15% en moyenne annuelles, d'or de 11% et les produits de l'élevage de 1,2%.

L'alourdissement des importations qui représentent près du double des exportations, est lié aux produits pétroliers, renchériss ces dernières années par la hausse des cours du brut, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires, nécessaires à l'exécution du programme d'investissements publics.

La structure des exportations repose pour plus des trois quarts sur deux postes : le coton (65%), l'élevage et ses produits dérivés (13%). La part du coton s'est fortement accrue au détriment du bétail (63,5% contre 18,8% en 1998 à 69,5% contre 11,8% en 2004).

Les transferts courants privés sont en baisse depuis 1999, du fait notamment du moindre rapatriement d'épargne des travailleurs burkinabè à l'étranger et surtout en Côte d'Ivoire.

Le déficit courant représente globalement en moyenne 11,1 % du PIB entre 1985 et 2004, avec des niveaux beaucoup plus élevés sur la période (1996-2004). La dégradation de ce solde justifie une attention toute particulière; elle requiert, notamment, une analyse attentive des causes de cette évolution ainsi que de sa soutenabilité. Ce déficit pourrait également signaler une perte de compétitivité dont la persistance ne peut être que préoccupante pour les perspectives de rééquilibrage du commerce extérieur.

Dans un tel contexte, l'analyse de la soutenabilité ou de la viabilité du déficit courant, c'est-à-dire de la capacité du pays à attirer durablement les financements extérieurs suffisants, est cruciale. A cet effet, les facteurs suivants de vulnérabilité sont particulièrement analysés : d'une part, les conséquences d'un processus cumulatif d'endettement extérieur et, d'autre part, les perspectives de maintien des investissements directs étrangers. De plus, on constate la persistance, et même le creusement, de «déficits jumeaux», c'est-à-dire l'existence concomitante d'un déficit budgétaire et d'un déficit du compte de transactions courantes.

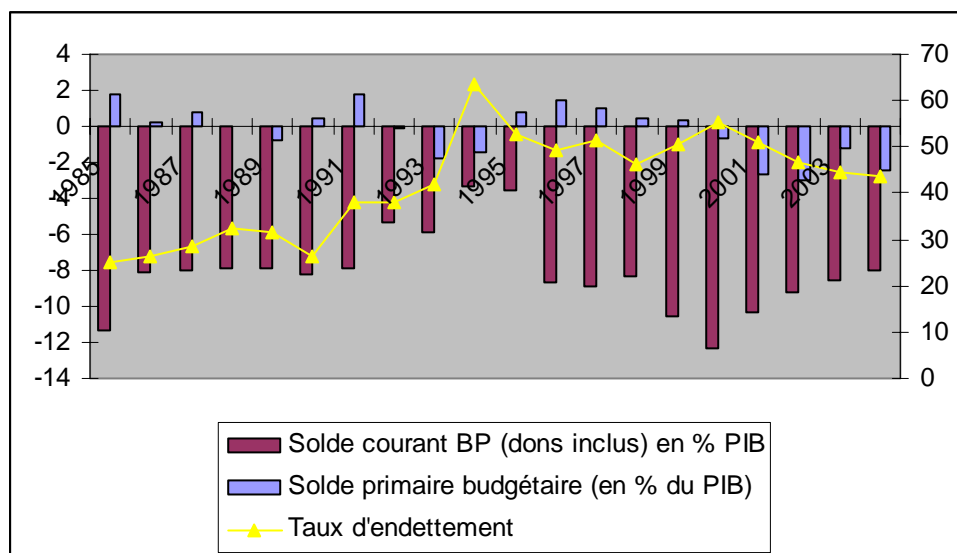
Cette étude s'attache à présenter la situation financière extérieure actuelle du Burkina Faso, à analyser les causes des déséquilibres observés, ainsi qu'à identifier les sources potentielles de vulnérabilité à moyen terme à travers les indicateurs macroéconomiques et financiers tels que le niveau de l'épargne et de l'investissement, le ratio dette publique de court terme sur les réserves, etc.

Aperçu general

Au cours des dix dernières années, le Burkina Faso a enregistré des performances macroéconomiques appréciables, avec un taux de croissance réelle de 4,7% en moyenne durant la période 1995-2000, et de 5,6% en 2003, contre 3% environ sur la période 1980-93. Le taux de croissance du PIB réel par habitant a été de 2,3% en moyenne au cours de la période 1995-2000, et de 2,7% en 2001. Cette bonne performance macro-économique a été obtenue grâce à l'adoption et à la mise en oeuvre de programmes de stabilisation et de réformes structurelles pour améliorer la gestion des finances publiques et libéraliser l'économie (démantèlement progressif des barrières tarifaires, l'assouplissement du contrôle des changes et la réduction de l'interventionnisme public), et ce avec le soutien des partenaires au développement.

A l'instar de ce qui s'est observé dans certains pays émergents, ce processus de libéralisation de l'économie s'est traduit par une détérioration des comptes courants et budgétaires.

Graphique I
Comptes budgétaires et extérieurs



Le ratio de dette publique qui était en constante augmentation entre 1985 et 1994, observe une tendance baissière entre 1995 et 2004. D'un niveau de 63,6% en 1994, il a été ramené à 43,8% en 2004.

Contrastant avec les indicateurs macroéconomiques ci-dessus, la croissance économique qui connaissait une évolution en dent de scie avec de forte variation a gagné en dynamisme à partir de 1994 avec un trend au-dessus de 5%. Cependant, la croissance potentielle est freinée par la faiblesse de l'efficacité de l'investissement et le commerce extérieur la tire insuffisamment par manque de compétitivité et de diversification des exportations.

Graphique II
Evolution du taux de croissance

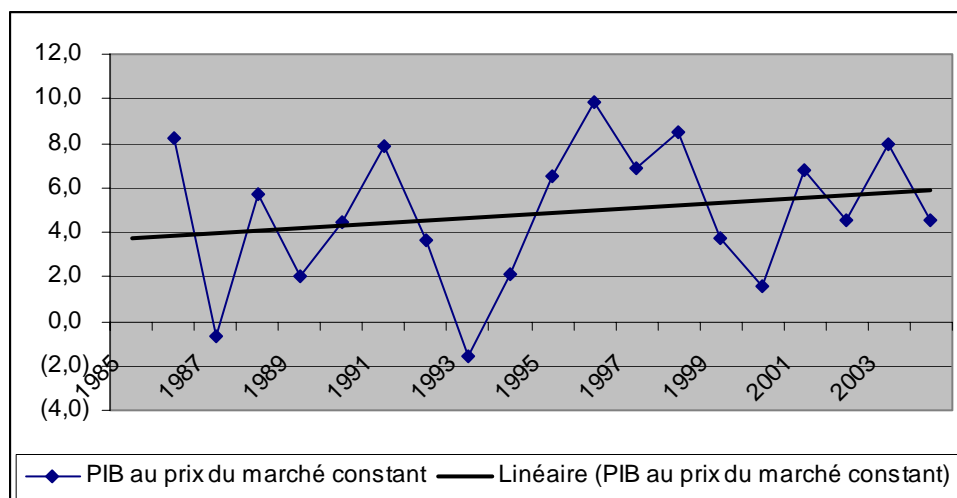


Tableau I
Principaux indicateurs économiques, 2000-2004

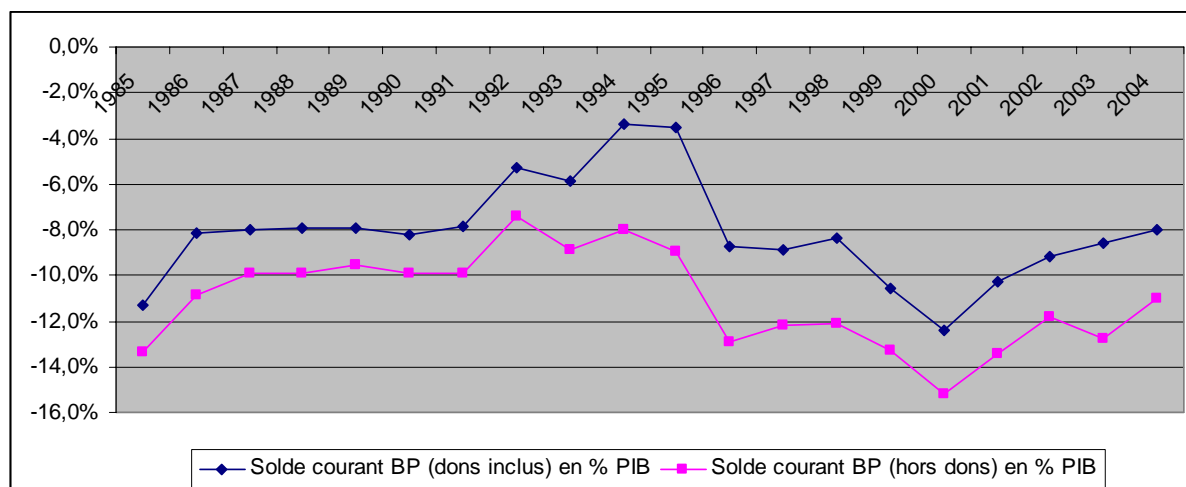
	2000	2001	2002	2003	2004
Divers					
PIB (milliards de dollars EU)	1 384,0	1 477,9	1 545,3	1 668,4	1 744,6
PIB par habitant (dollars EU)	271,8	283,5	289,6	296,8	303,1
Croissance du PIBB réel (pourcentage de variation annuelle)	1,6%	6,8%	4,6%	8,0%	4,6%
Croissance du PIB réel (pourcentage de variation annuelle)	-0,8%	4,3%	2,1%	2,5%	2,1%
Indice des prix à la consommation	-0,3%	4,9%	2,3%	2,0%	-0,4%
Taux de change (FCFA pour 1 dollar EU; en fin de période)	715,0	740,0	637,0	567,3	526,1
Secteur monétaire (% de variation en fin d'année)					
Masse monétaire (M2)	7,9%	1,6%	3,1%	17,2%	-0,6%
Ventilation du PIB réel (en pourcentage)					
Secteur Primaire	37,8%	40,7%	39,8%	40,6%	37,9%
Secteur secondaire	17,6%	16,5%	18,1%	18,3%	19,4%
Secteur tertiaire	44,7%	42,8%	42,1%	41,1%	42,8%
Finances publiques (en pourcentage du PIB)					
Solde primaire	-0,7%	-2,7%	-3,0%	-1,3%	-2,5%
Comptabilité nationale (en pourcentage du PNB)					
Consommation privée	50,8%	49,4%	46,9%	47,3%	46,9%
Consommation publique	13,3%	11,5%	10,4%	9,3%	8,5%
Formation de capital fixe privée	8,0%	7,8%	8,1%	8,1%	8,2%
Formation de capital fixe publique	12,0%	12,8%	11,3%	11,5%	11,6%
Exportations de biens et de services non facteurs	11,3%	10,4%	12,0%	11,5%	12,6%
Importations de biens et de services non facteurs	15,6%	15,1%	14,2%	14,8%	14,6%
Pour mémoire					
Solde des opérations courantes (en pourcentage du PIB)	-12,4%	-10,3%	-9,2%	-8,6%	-8,0%
Dette extérieure brute (en pourcentage du PIB)	53,8%	49,8%	43,1%	39,0%	37,3%
Réserves officielles brutes (en milliards de FCFA)	171,3	194,0	190,1	226,1	207,8
Réserves officielles brutes (en mois d'importations totales)	1,6	2,0	1,9	2,8	2,8
Taux de couverture des importations	39,7%	43,8%	44,7%	46,8%	55,4%
Termes de l'échange (% de variation)	-16,0%	15,0%	-16,6%	7,6%	4,6%

Les comptes extérieurs du Burkina Faso : une forte composante structurelle des déficits courants

Le Burkina Faso présente des soldes courants de la balance des paiements chroniquement déficitaires. Cette situation tient, dans une large mesure, à la croissance de la demande interne et au passage en quelques années d'un système d'échanges administrés à un système plus souple dans lequel les droits de douane ont été fortement réduits (réformes douanières et application du tarif extérieur commun dans le cadre de l'UEMOA). Ces facteurs ont entraîné une forte croissance des importations. Par ailleurs, l'inadaptation des industries locales à la demande interne et externe, la faible productivité du travail et la base très étroite des produits d'exportation sont également des facteurs qui expliquent le déséquilibre des échanges. En référence aux modèles de gravité de Aussiloux et Pajot (2003), on note que les échanges avec les pays de l'espace UEMOA auquel le Burkina appartient, bien qu'en développement rapide depuis dix ans, demeurent largement inférieurs à leur potentiel, en particulier à l'exportation. Les importations en provenance de l'Union par rapport au reste du monde sont ainsi respectivement inférieures de moitié et presque trois fois inférieure à ce que l'on pourrait attendre compte tenu du niveau de développement relatif, de la proximité géographique et de l'absence presque totale de barrières aux échanges.

Graphique III

Evolution du solde de la balance courante (en % du PIB)



Sources : DGEP/DPAM, IAP juin 2005, BCEAO

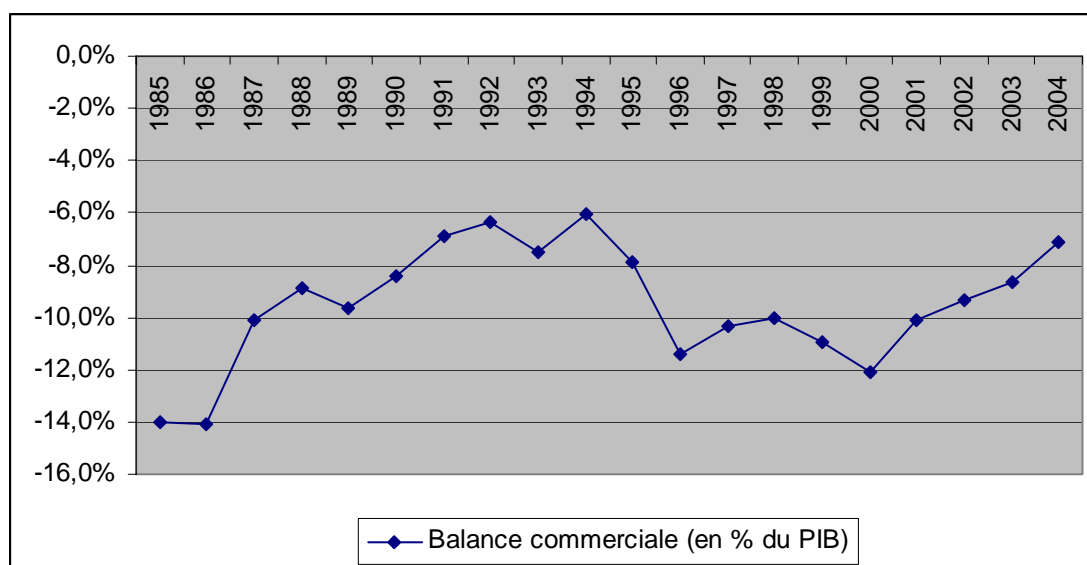
Le déficit courant s'est ainsi accru s'établissant à plus de 11,1 % du PIB cumulé en 2004. Cependant, le déficit commercial rapporté au PIB a nettement diminué depuis le milieu des années quatre-vingt-dix malgré l'essor des importations, et le taux de couverture des échanges s'est redressé, témoignant de la croissance soutenue des exportations surtout après la dévaluation de 1994.

Le taux de couverture des importations est, quant à lui, en augmentation sur les cinq dernières années passant de 39,7% en 2000 à 55,4% en 2004.

Pays agricole et dépourvu de ressources naturelles énergétiques, le commerce extérieur du Burkina Faso reste tributaire de ces traits structurels.

En effet, le pays est caractérisé par un taux d'ouverture estimé à 26,7% en 2004 (29,5% en 2000, 27,5% en 2001, 26,1% en 2002 et 27,2 en 2003).

Graphique IV : Solde des échanges de biens (en % du PIB)



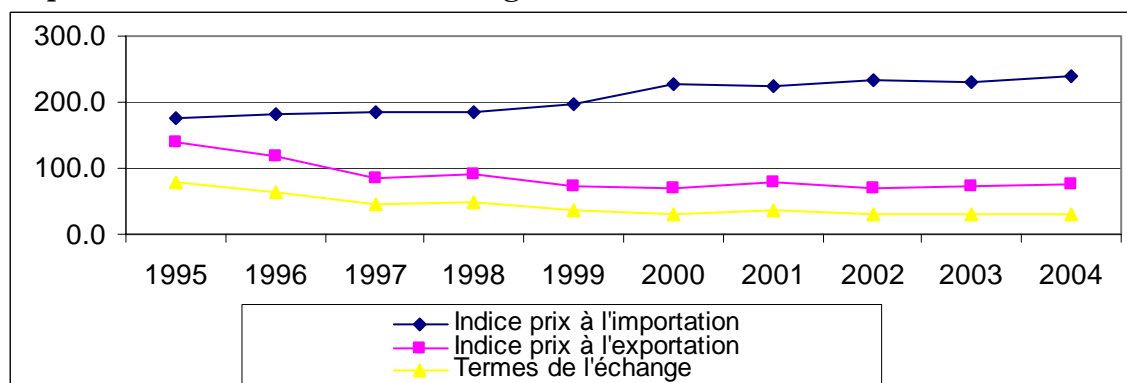
Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessus, le solde commercial est à la base de la dégradation du compte courant. En effet, le Burkina Faso a un problème d'orientation sectorielle peu favorable de ses exportations comme la plupart des pays en développement en Afrique au sud du Sahara avec une importante asymétrie des échanges commerciaux.

Les importations sont constituées en grande partie de biens intermédiaires, d'équipements et de biens de consommations alors que les exportations sont composées à plus de 90% de matières premières agricoles et minières qui sont par ailleurs soumises aux vicissitudes du marché international.

Comparant l'évolution des prix des produits exportés à ceux des produits importés, on note une détérioration des termes de l'échange pour le Burkina Faso depuis 1995. L'accumulation des différentes baisses représente une moyenne de 10% par an. Ceci indique que le déficit du commerce extérieur est attribuable aussi bien à des problèmes structurels qui entravent la compétitivité de l'économie qu'aux fluctuations des termes de l'échange.

Cette situation pourrait d'ailleurs être accentuée avec l'entrée en vigueur du partenariat économique, toute chose susceptible d'entamer la compétitivité de l'économie tout en accroissant les besoins de financement.

Graphique V : Evolution des indices de prix à l'importation, des indices de prix à l'exportation et des termes de l'échange



Régime de change et soutenabilité du compte courant

L'objectif majeur de la politique économique, couplé au régime de change, est de parvenir à une croissance rapide et la plus stable possible. Le régime de change peut affecter en effet à la fois la stabilité et la compétitivité de l'économie. Lorsqu'ils sont prévisibles, les taux de change limitent l'incertitude dont pourraient souffrir les agents dans leurs relations internationales, et sont donc, en principe, favorables aussi bien à l'investissement national qu'à l'investissement direct étranger et au commerce. C'est en principe un régime de taux de change fixe qui permet d'atteindre le mieux cet objectif de stabilité. Mais celui-ci a deux inconvénients.

En premier lieu, l'avantage de la stabilité ne vaut que tant que l'économie n'est pas affectée par un choc asymétrique, puisque la fixité du change empêche, par définition, d'amortir ce choc par l'ajustement du taux de change nominal. Dans ces conditions, un régime de change fixe ne serait désirable que si les pays considérés constituent une zone monétaire optimale (ZMO), c'est-à-dire si la flexibilité des prix et la mobilité des facteurs sont en mesure d'absorber les perturbations économiques sans qu'il soit nécessaire de recourir à un ajustement du taux de change nominal.

L'autre élément majeur d'un régime de change fixe est certainement la discipline anti-inflationniste qu'il suppose. La fixité du taux de change est utilisée alors comme une contrainte externe que s'impose le pays pour maîtriser l'inflation

Cependant, la tendance à l'appréciation du taux de change réel constitue un risque particulièrement sérieux pour la compétitivité des pays ayant adopté un régime de change fixe, et c'est le cas des pays de la zone CFA à laquelle le Burkina Faso appartient; car elle peut alors aboutir à une surévaluation des taux de change nominaux. C'est le cas observé dans les années 1990 ayant conduit à la dévaluation de 1994 et lors du passage à l'arrimage du FCFA à l'euro en 2000.

En outre, le taux d'ouverture relativement bas (26 % en moyenne), conjugué à la forte élasticité-prix des exportations, explique que les échanges extérieurs soient très sensibles à la variation des termes de l'échange.

En terme de politique économique, il faut souligner que le taux de change n'est pas utilisé comme une variable permettant de rétablir l'équilibre de la balance courante et/ou de la balance des capitaux. C'est l'une des raisons qui militerait, au demeurant, pour que le pays et l'ensemble des pays de l'UEMOA aient une certaine flexibilité de leur taux de change.

Flux de capitaux et viabilité du compte courant

Si les déficits courants du pays peuvent être un motif d'inquiétude légitime, il convient, pour apprécier la contrainte économique et les risques de déstabilisation externe qui leur sont associés, de s'interroger sur la nature, le degré de volatilité et le caractère réversible des flux de capitaux enregistrés en contrepartie.

On considère généralement que les investissements directs étrangers (IDE), y compris ceux liés à des opérations de privatisation ou de fusion-acquisition, présentent de nombreux avantages pour la stabilité macroéconomique d'un pays. En premier lieu, ils constituent une source de financement sécurisée, apportant aux pays bénéficiaires des capitaux stables. En effet, ils peuvent difficilement quitter leur pays d'accueil, même en cas de crise profonde et prolongée (cf. l'exemple de l'Argentine).

En second lieu, ils sont un facteur de croissance, dans la mesure où ils conduisent à des transferts de technologie et stimulent la concurrence et l'innovation dans les pays d'accueil (OCDE, 2003).

En ce qui concerne le Burkina Faso, les données issues des balances des paiements montrent que le Burkina Faso a globalement reçu, depuis 1997, des investissements directs nets couvrant à peine 1% de son besoin de financement même si l'on y ajoute les financements nets reçus de l'extérieur sous forme d'investissements de portefeuille.

Tableau II
Evolution des flux de capitaux

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004
Investissements directs (en % du PIB)	0,89%	0,29%	0,41%	0,64%	0,38%
Investissements de portefeuille (en % du PIB)	0,03%	0,12%	0,04%	0,03%	0,08%
Economies sur salaires (en % du PIB)	2,43%	1,54%	1,63%	1,08%	1,09%

La faiblesse relative des IED au Burkina Faso s'explique par plusieurs raisons dont la situation d'enclavement du pays qui alourdit les coûts d'exploitation des entreprises (coûts élevés des transports, de l'électricité, de l'eau, des télécommunications...), mais certainement aussi, par la faible qualité des institutions du pays, liée à l'insuffisante protection des droits de propriété et des contrats et à la situation sociopolitique nationale qui a été marquée par plusieurs coups d'Etat et la période de réforme démocratique a également connu quelques perturbations qui ne sont pas de nature à rassurer le monde des investisseurs. Autant d'éléments qui rendent les entreprises localisées peu compétitives et qui ne facilitent pas l'existence d'un climat de confiance nécessaire à l'attrait d'investisseurs privés extérieurs.

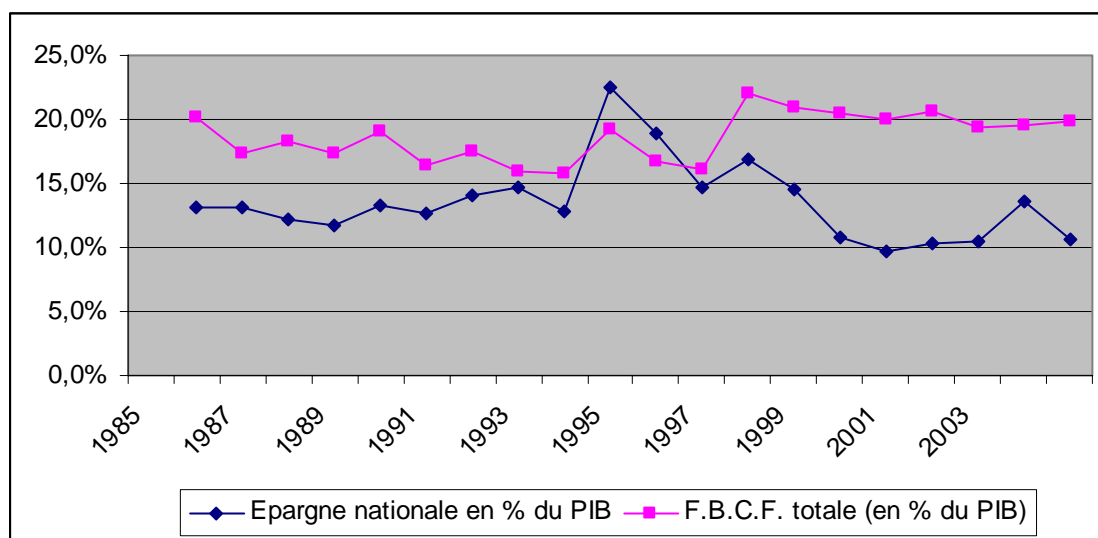
Pour le Burkina Faso, une partie importante des IDE depuis ces dernières années résulte de privatisations et d'acquisitions d'entreprises privées. Les plus grosses opérations, dont celles qui expliquent le quasi-doublement (à 9 milliards de FCFA) des investissements directs étrangers, sont effectivement consécutives à des privatisations ou des prises de contrôle d'entreprises locales et à l'ouverture du segment de la téléphonie mobile. Ces flux d'investissements pourraient prochainement s'affaiblir puisque plus de 75 % de l'appareil productif est d'ores et déjà privatisé. Seules des extensions de capacités de production ou des implantations nouvelles, tant dans le secteur industriel (surtout au niveau du secteur des mines) que dans le secteur tertiaire seront de sources de croissance des flux d'investissement à condition que le Burkina continue de créer les conditions d'attractivité en la matière.

Un autre aspect un peu préoccupant, à cet égard, de l'évolution économique du Burkina Faso est que le taux d'investissement stagne pratiquement. Alors que le taux d'investissement devrait être maintenu à un niveau élevé de nature à lui permettre de mettre à niveau les infrastructures et de moderniser son appareil productif.

Le recul du taux d'investissement découle pour partie de la baisse de l'investissement privé entre 1995 et 2004, en phase avec le retrait de l'administration publique des secteurs productifs de l'économie.

Il reflète également le faible dynamisme de l'investissement privé. Bien que le passage à l'économie de marché remonte à plus de dix ans, les entreprises privées locales continuent de rencontrer de fortes contraintes de financement : l'étroitesse de leurs marges pèse sur leurs capacités d'autofinancement, alors qu'elles n'ont encore qu'un accès limité au crédit bancaire. Le volume de l'investissement reste donc très dépendant soit de l'intervention publique, soit de l'injection de capitaux étrangers, via, notamment, les investissements directs des entreprises multinationales.

Graphique VI : Evolution du taux d'épargne et taux d'investissement (en % du PIB)



S'agissant de l'épargne, les variations sont moins accusées, mais le taux, traditionnellement élevé entre 1994 et 1997, baisse tendanciellement depuis 1990. Une telle situation, si elle devait perdurer ou, a fortiori, s'aggraver, pourrait évidemment être lourde de conséquences, dans la mesure où elle conduirait à un repli des investissements pourtant déjà insuffisamment dynamiques et donc à affecter la croissance économique.

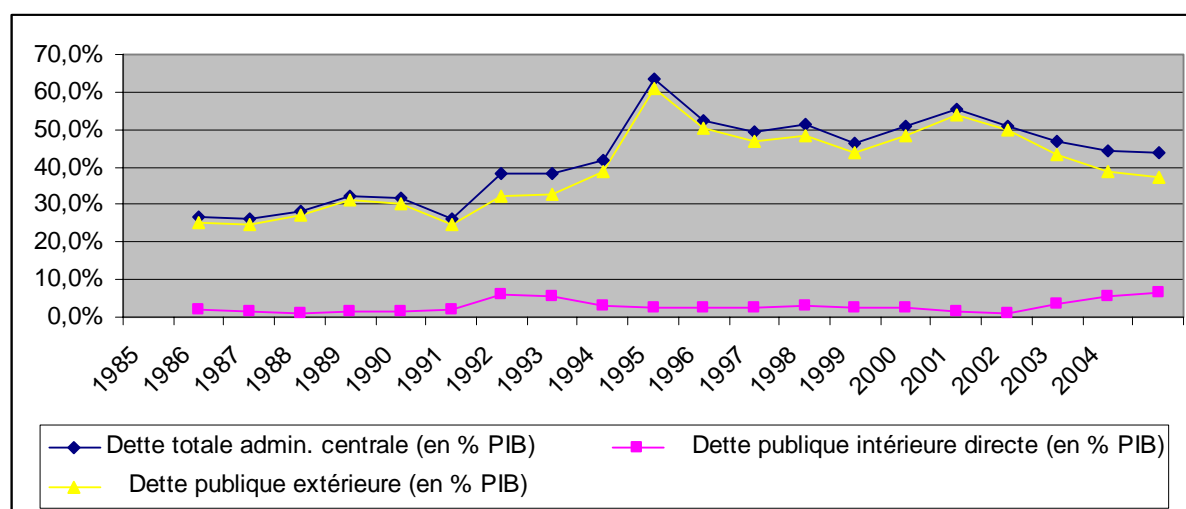
Le tarissement prévisible des entrées de capitaux liées au processus de privatisations doit être nécessairement compensé par l'attractivité du pays. La stabilité macro-économique et politique est, à cet égard, un élément de nature à rassurer les investisseurs et constitue en soi un facteur

essentiel d'attractivité. En tout état de cause, la poursuite d'un flux important d'investissements directs étrangers est cruciale pour la soutenabilité des déficits courants du Burkina Faso.

La dette publique et la soutenabilité du compte courant

La succession de déficits courants depuis le début de la dernière décennie est combinée avec une augmentation de la dette extérieure. Rapportée au PIB, celle-ci est en moyenne de 40 % du PIB. Sur la base du critère de soutenabilité défini dans le cadre de la politique de convergence de l'UEMOA, soit 70% du taux d'endettement maximum, on est tenté de dire qu'elle reste soutenable. Mais au regard de la progression de la mobilisation des ressources budgétaires internes il se pose toute la question du poids de la charge de la dette.

L'agrégat macroéconomique qui revêt un caractère préoccupant est le ratio de la valeur actuelle de la dette sur les recettes d'exportations. Ceci, au regard de la contrainte réelle que représente la hausse des taux d'intérêt internationaux, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar et la baisse des cours internationaux du coton. En effet, en dépit de l'allègement de la dette, le niveau de la dette extérieure appréhendé à travers ce ratio demeure non soutenable. Le ratio de la valeur actualisée nette de la dette rapporté aux exportations est estimé pour l'année à environ 225,9 contre un objectif de 193% et les projections montrent que le déclin attendu en 2017 ne sera probablement pas réalisé en dehors de tout autre allègement de la dette, car le ratio à cette date sera de l'ordre de 231,6%.



Une analyse de la maturité moyenne des engagements extérieurs et un chiffrage des ressources disponibles pour faire face à un éventuel défaut de financement, essentiellement les réserves nettes de change ne se pose cependant pas pour le Burkina Faso. En effet, la maturité moyenne de la dette extérieure globale du pays est de 15 ans. Mais on sait que celle-ci s'accroît, ce qui constitue un point favorable, permettant de limiter le risque d'insoutenable. S'agissant des ressources rapidement mobilisables, le pays en dispose en abondance. À la fin de l'année 2004, les stocks d'avoirs de réserve représentaient ainsi 27% du total de ses engagements extérieurs et près de 50 % des engagements extérieurs hors investissements directs.

Peu de pays étant parvenus à convaincre les investisseurs étrangers d'effectuer des prêts ou de souscrire en quantité significative des titres libellés en monnaie nationale, la dette extérieure du Burkina Faso est principalement libellée en devises, encore majoritairement en dollars et en euro. Une telle structure de l'endettement peut affecter le risque de crédit du système bancaire, du fait

que les autorités poursuivent un régime de change arrimé à l'euro. Heureusement, le système bancaire n'est pas confronté à un «currency mismatch» en raison de la réglementation bancaire qui interdit que les résidents aient des dépôts libellés en devises étrangères. Les crédits internes sont libellés en monnaie nationale. Sinon, une forte dépréciation du taux de change pourrait donc affecter la solvabilité du système bancaire.

Les indications chiffrées sur la viabilité de la dette du Burkina Faso implique la poursuite d'une politique prudente en matière d'endettement basée sur le recours à des financements considérables et hautement concessionnels (y compris les subventions et les prêts). En outre, des mesures devront être prises pour élargir la base d'exportation.

L'environnement institution et la soutenabilité du compte courant

En 1995, le gouvernement lançait un nouveau code des investissements en vue de stimuler l'afflux de ceux-ci et d'impulser une claire tendance à la hausse de leur niveau. L'évolution des IED a été marquée par cette mesure ainsi que par celle de la libéralisation du secteur des télécommunications, ce qui explique la forte croissance des IED en 1996 par rapport à 1995 (302,78 %) et en 2000 comparativement à 1999 (104,49 %).

L'environnement des affaires s'est amélioré par le développement d'un certain nombre d'outils qui contribuent à dynamiser le secteur. Dans le cadre du renforcement du commerce extérieur, l'Office national du commerce (ONAC) s'est doté de deux outils performants que sont le Trade Point et Fasonorm. Le Trade Point est un véritable outil de promotion pour nos entreprises surtout dans le contexte de la mondialisation des échanges commerciaux. Le secteur artisanal reste le premier secteur à bénéficier des avantages du Trade Point. D'autres secteurs tels que les peaux brutes, le beurre de karité en ont bénéficié. En dépit de ses faibles moyens, le Trade Point du Burkina Faso se positionne aujourd'hui comme un outil incontournable dans les échanges commerciaux mondiaux. En 2003, 216 opportunités d'affaires ont été collectées, traitées et mises à la disposition des utilisateurs.

Fasonorm, dans le cadre de la normalisation de la qualité des produits, des biens et services et de la métrologie industrielle et scientifique, a organisé des séminaires d'informations, de sensibilisation ou de formation sur la gestion de la qualité (ISO 9000, ISO 17025), ou de l'assurance de la salubrité (BPH/BPF, HACCP). De plus, des ateliers sectoriels d'identification des besoins en normes des filières fruits et légumes, matériaux de construction, produits de la pêche, produits animaux se sont tenus.

Cependant, il faut signaler qu'à ce jour aucun produit burkinabè n'a encore la norme ISO9000.

Conclusion et recommandations

Au Burkina Faso, l'intervention publique aussi bien qu'privé porte la responsabilité dans le déséquilibre extérieur (déficit de la balance du compte courant), cause essentielle de l'excès de la demande globale à l'origine d'un déficit du compte courant, qui n'est toujours comblé par des mouvements conséquents de capitaux durables comme les IDE.

Pour le cas du Burkina Faso, l'établissement des conditions d'une balance des paiements soutenable c'est à dire celle où le déficit du compte peut être couvert par des flux de capitaux durables est indispensable. En effet, ils représentent un transfert volontaire et à long terme de ressources de créiteurs étrangers et sont compatible avec l'aptitude de l'économie à assurer le service de la dette.

Tout comme l'instabilité politique, l'incertitude macroéconomique peut exercer un effet dissuasif de l'apport des IDE et même sur le comportement de l'aide publique au développement. Ce constat souligne la nécessité d'appliquer sans relâche des politiques macroéconomiques rationnelles et de maintenir un cadre macroéconomique stable et prévisible. Pour ce faire, il faut renforcer le système d'incitations et permettre à la Maison de l'entreprise du Burkina de jouer pleinement son rôle d'orientation des investissements vers les entreprises et les activités productives et compétitives à l'exportation.

Par ailleurs, les politiques commerciales, le régime des changes et les coûts des facteurs actuellement sont des éléments qui érodent sensiblement la compétitivité et la rentabilité des entreprises.

Le régime de taux de change fixe a effectivement permis d'ancrer l'inflation. Mais dans un contexte de forte sensibilité de l'économie aux chocs exogènes, il n'a pas permis de mettre la croissance à l'abri de la détérioration des termes de l'échange.

La forte propension des activités du secteur de l'import-export, qui en réalité ne fait que de l'importation, n'est pas de nature à permettre de résorber le déficit du compte courant, car cela concoure à grever les réserves en devise.

Pour ce qui est des perspectives, les possibilités de tirer parti de l'accès préférentiel au marché européen et de la récente loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) sont des opportunités à saisir pour améliorer la balance commerciale et partant, le solde de la balance courante.

Les axes suivants doivent faire l'objet d'une attention particulière en terme de formulation de politique économique qui assure une soutenabilité du compte courant. Plusieurs variables reflétant une dégradation éventuelle des fondamentaux et des variables liées à des déséquilibres peuvent être considérées. Ainsi, en se basant sur les inspirations des modèles de crises de balance des paiements, sur les résultats des faits stylisés et des travaux empiriques sur le sujet, nous avons retenu les variables macro-économiques suivantes comme déterminants potentiels d'insoutenabilité du compte courant de la balance des paiements :

- Un déficit du compte courant (en % PIB) : une augmentation du déficit de compte courant peut être vue comme un signe de fragilité de la dynamique interne de l'activité économique et il peut donc constituer un élément d'éviction du Burkina Faso par les potentiels investisseurs ;

- Une dette totale par rapport aux réserves des changes : un ratio élevé de la dette totale par rapport aux réserves des changes peut conduire à une situation d'insolvabilité et également rebuter les investisseurs ;
- Un taux de croissance du PIB réel par habitant (prix constants) : un pays est d'autant plus vulnérable à une crise que son taux de croissance est faible ;
- Un niveau d'IDE net (en % PIB) : un ratio élevé de IDE en % PIB baisse le risque d'illiquidité dans le pays (d'autant plus que les IDE sont des capitaux de long terme).

Bibliographie

Artus (P.) (2002) : « Comment se résorbe un déficit courant ? », Flash CDC-Ixis, septembre

Aussiloux (V.) et Pajot (M.) (2003) : « Les enjeux commerciaux de l'élargissement »,

Économie et statistiques, n° 363-364-365, novembre

BERD, Transition report update, mai 2003

Bessone Basto (R.) et Walch (E.) (2003) : « Competitiveness and current account sustainability in acceding countries », unpublished paper (Banco de Portugal et Banque centrale du Luxembourg)

Coudert (V.) et Couharde (C.) (2002) : « Exchange rate regimes and sustainable parities for CEECs in the run-up to EMU membership », Working Paper 2002-15, décembre

Ernst & Young (2003), Baromètre 2003 « Attractivité du site France »

FMI, International Financial Statistics, octobre 2003

Freund (C.) (2000) : « Current account adjustment in industrialised countries », Board of governors of the Federal Reserve System, International Finance Discussion Papers, n° 692, décembre

Laski (K.) et Römisch (R.) (2003) : « From accession to cohesion: Ireland, Greece, Portugal and Spain and lessons for the next accession », Vienna Institute for International Economic Studies, Research Report, n° 298, juillet

Perspectives économiques de l'OCDE, n° 73, juin 2003

Contexte et justification

Dans les pays africains, la balance des paiements se caractérise par la récurrence des déficits de la balance courante, que l'on a qualifiés d'excessifs. Les fluctuations du compte courant, qui dénotent l'extrême volatilité du commerce dans de nombreux pays africains, sont une anomalie associée à ce déséquilibre extérieur persistant. La balance des paiements peut toutefois jouer un rôle clef dans la croissance d'un pays, en stimulant ou en déprimant la demande. Une balance des paiements saine permet des taux d'intérêt plus bas, nécessaires à l'investissement, alors qu'un déséquilibre du compte courant (excédent ou déficit) se répercute sur la balance des paiements et déstabilise l'épargne et les emprunts publics, ainsi que l'acquisition d'actifs par l'État.

Bien que tous les économistes ne soient pas d'accord sur le rôle et l'importance des déficits des comptes courants, beaucoup s'accordent à penser que des déficits prolongés risquent de devenir impossibles à gérer, d'évincer l'épargne nationale ou de conduire à l'instabilité macroéconomique, en particulier lorsqu'ils sont financés par des dettes à court terme ou par des réserves de devises, ou qu'ils sont le signe de dépenses de consommation élevées. Ayant augmenté de façon spectaculaire depuis les années 1990, les flux de capitaux vers les pays en développement revêtent une importance grandissante pour la viabilité des comptes courants dans ces pays, compte tenu du renchérissement des taux d'intérêt internationaux et des risques de fluctuation de ces flux. De toute évidence, les effets des flux de capitaux sur la viabilité du compte courant dépendent, dans une grande mesure, de leur nature, de leur viabilité, de leur source et des taux d'intérêt internationaux. Les bénéficiaires peuvent voir leur environnement interne ou externe subitement modifié. Les mesures à prendre face à des fluctuations des flux de capitaux dépendront donc de la durabilité des déficits du compte courant.

Les pays africains connaissant une instabilité persistante des comptes courants, des déficits récurrents et des flux de capitaux irréguliers, alors que la viabilité du compte courant est un facteur de progrès économique, on peut se demander si les déficits du compte courant importent dans le cas de l'Afrique et si les déficits des comptes courants africains sont différents. La viabilité du compte courant est-elle importante dans le cas des pays africains? Dans l'affirmative, quels en sont les indicateurs? Quel rôle jouent les flux de capitaux et d'autres facteurs (notamment les taux de change, la stabilité macroéconomique, la structure économique, l'épargne intérieure et la dette) à cet égard? Il convient de répondre d'urgence à ces questions au moment où les pays africains cherchent à générer une croissance durable et à mobiliser les ressources nécessaires pour réduire la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Il est donc nécessaire de déterminer comment les pays africains peuvent réunir les conditions préalables qui leur permettront de tirer parti des avantages et de minimiser les risques associés au renforcement de l'intégration financière ainsi que d'améliorer la viabilité des comptes courants. Dans ce contexte, l'atelier proposé vient à point nommé. Il permettra aux participants de mieux comprendre le rôle des flux des capitaux en ce qui concerne l'amélioration de la viabilité des comptes courants et comment y parvenir. Il sera l'occasion pour les pays africains de partager des expériences grâce à l'examen de plusieurs études de cas nationales, des enseignements tirés et des bonnes pratiques.

Mercredi 21 septembre 2005

09 heures-10 heures	Inscriptions
10 heures-11h15	Allocutions de bienvenue et discours d'orientation par M. Lionel Van Lare Dosso (Gouverneur adjoint, Banque du Ghana)
11h15-11h45	Pause
11h45-12h30	Flux de capitaux à destination de l'Afrique: Constatations récentes et implications pour la viabilité du compte courant Intervenant: Emmanuel Nnadozie (CEA/Division des politiques économiques et sociales)
12h30-14 heures	Déjeuner
14 heures-14h45	Régimes des taux de change et viabilité du compte courant dans les pays africains
14h45-15h30	Incidence et secteurs de l'investissement étranger direct sur la croissance en Afrique du Sud et enseignements à tirer pour l'Afrique Intervenant: Johann Fedderke (University of Cape Town)
15h30-16 heures	Pause
16 heures-18 heures	Études de cas nationales: Tanzanie, Ghana, Uganda Intervenants: Isaack Hubert Kilato (Banque centrale de Tanzanie) Maxwell Opoku-Afari (Banque centrale du Ghana) ESK Muwanga-Zake (Banque centrale d'Ouganda)

Jeudi 22 septembre 2005

9 heures-9h45	Libéralisation financière et structure des flux de capitaux Intervenant: Léonce Ndikumana (University of Massachusetts)
9h45-10h30	Rôle de la dette extérieure dans la viabilité du compte courant Intervenant: Luis Kasekende (Banque centrale d'Ouganda)
10h30-10h50	Pause

10h50-11h35	<p>Rôle de la fuite de capitaux et des envois de fonds dans la viabilité du compte courant Intervenant: Mohammed Salisu (BAD)</p>
11h35-13heures	<p>Études de cas nationales: Burkina Faso, Nigéria Intervenants: A. Sie Teye (Ministère de l'économie et du développement, Burkina Faso) Christiana Okojie (Université de Bénin, Nigéria)</p>
13 heures-14h30	Déjeuner
14h30-16 heures	<p>Débat: Définir les priorités à respecter pour garantir la viabilité du compte courant Avec des représentants de banques centrales, de gouvernements et d'institutions de recherche</p>
16 heures-16h30	Pause
16h30-17h30	Clôture de l'atelier